

**N° DP 24/327**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A TITRE GRATUIT DU HALL DE L'ESADTPM AU PROFIT DE L'ASSOCIATION FESTIVAL DE MUSIQUE DE TOULON ET SA REGION LE 17 MAI 2024**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 29 décembre 2010 portant création de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle, à caractère administratif dénommé Ecole Supérieure d'art et de Design Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°16/06/21-15 du Conseil d'Administration du 16 juin 2021 de l'EPCC ESADTPM portant modification et approbation de son règlement intérieur et ses annexes,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le projet de convention, ci-annexé,

**CONSIDERANT** que pour les besoins de son activité l'Etablissement Public de Coopération Culturelle ESADTPM occupe à titre gracieux une partie des locaux de la Métropole Toulon Provence Méditerranée situés 2 Parvis des Ecoles à Toulon,

**CONSIDERANT** la demande de l'association Festival de Musique de Toulon et sa Région en date du 6 novembre 2023 sollicitant la mise à disposition du Hall de l'ESADTPM en vue d'organiser un concert gratuit le 17 mai 2024,

**CONSIDERANT** que la manifestation prévue est compatible avec la destination des lieux,

**CONSIDERANT** que cette manifestation organisée sans but lucratif est d'intérêt général,

**CONSIDERANT** qu'il convient dès lors de préciser, par voie conventionnelle, les modalités de cette mise à disposition,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** la convention définissant les modalités de mise à disposition du hall de l'ESADTPM au profit de l'association Le Festival de Musique de Toulon et sa Région et les conditions de déroulement de la manifestation qui sera proposée.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que cette mise à disposition est sans incidence financière.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **17 AVR. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



4500 HVA T 1

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DU HALL DE L'EPCC ESADTPM  
AU PROFIT DE L'ASSOCIATION FESTIVAL DE MUSIQUE DE TOULON  
ET SA REGION**

**ENTRE**

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée**, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 - 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN**, dûment autorisé par décision n° du.....2024,

Ci-après dénommée « **la Métropole TPM** »

D'une part,

**ET**

L'association « **Le Festival de Musique de Toulon et sa Région** », sise 17 rue Mirabeau, 83200 TOULON, représentée par son Président, **Monsieur Didier PATOUX**, dûment habilité pour ce faire,

Ci-après désignée « **l'association** »

D'autre part,

Et ensemble ci-après dénommées « **les parties** ».

**PREAMBULE**

Afin d'assurer un développement dynamique et durable, la Métropole Toulon Provence Méditerranée poursuit une politique d'attractivité territoriale. Elle dispose à ce titre d'équipements culturels d'envergure nationale dans les domaines des arts visuels et du spectacle vivant et soutient les projets et actions d'intérêt général qui contribuent à son rayonnement dans le domaine culturel.

En charge d'assurer une formation artistique, scientifique et technique de créateurs aptes à concevoir, développer et promouvoir toute réalisation dans le domaine des arts visuels, l'EPCC ESADTPM, dont la Métropole est membre fondateur, délivre notamment le Diplôme National Supérieur d'Expression Plastique option Art (DNSEP), le Diplôme National d'Art (DNA) option Art et Option Design homologué au grade de Licence ainsi qu'une licence professionnelle avec l'Université de Toulon.

Afin de pouvoir exercer ses activités en matière d'enseignement, la Métropole met à disposition de l'EPCC une partie des locaux situés au sein du bâtiment des Beaux-Arts, sis 2 Parvis des Ecoles à Toulon.

L'ESADTPM est régulièrement mise à disposition de personnes publiques et privées en

vue de l'organisation d'activités à caractère culturel, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

A cette fin, l'association Festival de Musique de Toulon et sa Région a sollicité la Métropole afin d'y organiser un concert.

Afin de garantir, dans l'intérêt général, le bon ordre, la tranquillité et la sécurité de tous les usagers, il convient de définir les conditions de la mise à disposition des locaux consentie.

## **CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI**

### **ARTICLE 1 : Objet**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition du hall de l'ESADTPM au profit de l'association Le Festival de Musique de Toulon et sa Région et les conditions d'accueil de la manifestation/du concert qui y sera proposé/e.

### **ARTICLE 2 : Engagements de la Métropole Toulon Provence Méditerranée**

La Métropole TPM s'engage à mettre gracieusement à la disposition de l'association, le hall d'entrée de l'ESADTPM sise 2 Parvis des Ecoles à Toulon en vue d'y organiser un concert.

### **ARTICLE 3 : Description et affectation des locaux mis à disposition**

Il est précisé que l'espace mis à disposition est le hall d'entrée de l'EPCC ESADTPM d'une capacité maximale de 150 personnes.

Tout changement d'affectation ou toute utilisation différente de celles qui sont précitées seront subordonnés à l'accord préalable de la Métropole TPM.

### **ARTICLE 4 : Engagements du Festival de Musique de Toulon et sa Région**

Le Festival de Musique de Toulon et sa Région s'engage à organiser un concert gratuit dans le hall du bâtiment de l'ESADTPM le 17 mai 2024.

L'association prend les lieux dans l'état où ils se trouvent. Il déclare en outre bien les connaître pour les avoir visités préalablement.

En accord avec l'EPCC ESADTPM, l'association fera son affaire de l'organisation de l'activité proposée selon le programme convenu (sous réserve de modification).

L'association s'engage à prendre à sa charge les heures supplémentaires générées auprès du service sécurité par la fermeture du bâtiment.

Le Festival de Musique de Toulon et sa Région s'engage par ailleurs à occuper paisiblement les locaux pour tout ce qui concerne la mise en œuvre de sa représentation et respecter les horaires convenus entre les parties.

## **ARTICLE 5 : Conditions financières**

La présente mise à disposition est consentie à titre gracieux.

## **ARTICLE 6 : Assurances et responsabilités**

L'association Le Festival de Musique de Toulon et sa Région exerce les activités rattachées à la présente convention sous sa responsabilité exclusive et s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité sans que la responsabilité de la Métropole TPM ne puisse être directement ou indirectement recherchée. Elle assumera l'entière responsabilité de l'ensemble des dommages qui pourraient être causés aux biens ou aux personnes de son fait, du fait de son personnel, des participants et de son activité.

Elle devra être en capacité de fournir à tout moment à la Métropole TPM, les attestations d'assurances correspondantes.

La Métropole TPM déclare quant à elle avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture liée à l'accueil de l'activité.

## **ARTICLE 7 : Communication**

L'association s'engage à prendre en charge la communication autour de ses actions et mentionner le soutien apporté par la Métropole TPM, notamment en apposant son logo et le logo de l'ESADTPM sur les supports de communication destinés au public. Il s'engage par ailleurs, à ce que les relations qu'elle pourrait développer en direction des partenaires privés, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de la Métropole TPM ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que la Métropole apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

## **ARTICLE 8 : Durée**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification. Elle est conclue pour la durée de la manifestation du 17 mai 2024, de 9h à 23h.

## **ARTICLE 9 : Modifications de la convention**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

## **ARTICLE 10 : Résiliation**

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

### **ARTICLE 11 : Contentieux**

En cas de désaccord, les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige intervenant dans le cadre de la présente convention. En cas de persistance du désaccord, la loi française est applicable et ledit litige sera tranché par le Tribunal Administratif de Toulon.

### **ARTICLE 12 : Annexes**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe 1 : Règlement intérieur de l'EPCC ESADTPM

Annexe 2 : Contrat d'Engagement Républicain signé

Fait en deux exemplaires à Toulon le,

**Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée**

**Le Président de l'Association  
Le Festival de Musique de Toulon et sa  
Région**

**Jean-Pierre GIRAN**

**Didier PATOUX**



EPCC « École Supérieure d'Art et de Design  
Toulon Provence Méditerranée »  
2, parvis des Écoles  
83000 Toulon

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'EPCC ECOLE SUPERIEURE D'ART DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU MERCREDI 16 JUIN 2021**

<b>NOMBRE DE MEMBRES</b>		
<b>19</b>		
Présents	représentés	Absents
12	0	7
<b><u>OBJET DE LA DELIBERATION :</u></b>		
<b>N° 16/06/21-15</b>		
<b>MODIFICATION ET APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR DE L'ECOLE SUPERIEURE D'ART ET DE DESIGN ET DE SES ANNEXES</b>		

L'an Deux Mille Vingt et un et le 16 du mois de juin à **14h30**.

Le Conseil d'Administration de l'EPCC « École Supérieure d'Art Toulon Provence Méditerranée », a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de **Monsieur Yann TAINGUY**.

**ETAIENT PRESENTS :**

**Yann TAINGUY, Jean-Luc DELAUNAY, Gaston SECONDI, Claude ARNAUD-GALLI, Aurélie GIRARD, Stéphanie PETRALIA, Pascal SIMONET, Patrick SIROT, Steven ROGER,**

**ETAIENT ABSENTS REMPLACÉS (Suppléances)**

**Bénédicte LEFEUVRE représentée par Dalia MESSARA, Valérie MONDONE représentée par Patrice CAZAUX, Hélène BILL représentée par Delphine GROSSO.**

**ETAIENT ABSENTS REMPLACÉS (Mandats) :**

**ETAIENT ABSENTS EXCUSÉS :**

**Richard EVENCE, Jean-Pierre BLANC, François CARRASSAN, Jean-Sébastien VIALATTE, Josy CHAMBON, Hélène AUDIBERT, Emilie ALTERINI,**

**EPCC « Ecole Supérieure d'Art et de Design  
Toulon Provence Méditerranée »  
2, parvis des écoles Les Beaux-Arts Chalucet  
83000 Toulon**

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'EPCC ECOLE SUPERIEURE D'ART ET DE DESIGN TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE**

**SEANCE DU MERCREDI 16 JUIN 2021**

XXXXXXXXXXXX

**N° D'ORDRE : 16/06/21-15**

**OBJET : MODIFICATION ET APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR DE L'ECOLE  
SUPERIEURE D'ART ET DE DESIGN ET DE SES ANNEXES**

**Monsieur le Président expose :**

Mes chers collègues,

Par délibération en date du 24 janvier 2011 n°24/01/11-04, un règlement intérieur a été adopté pour l'école supérieure d'art et de design. Ce règlement intérieur a été modifié par délibération n° 03/07/14-05 en date du 3 juillet 2014 afin d'y inclure le règlement intérieur du Coursus Enseignement Supérieur, le règlement du prêt de matériel aux étudiants et la Charte informatique, le règlement intérieur des ateliers techniques, celui de la bibliothèque et celui des ateliers libres.

Le déménagement de l'école supérieure d'art et de design dans l'immeuble « Les Beaux-Arts » à Chalucet, l'installation de la bibliothèque au sein de la médiathèque de la Ville de Toulon au sein du quartier de la créativité et de la connaissance nécessitent que le règlement intérieur de l'école soit modifié et corresponde au fonctionnement du nouvel équipement accueillant l'école.

Il est donc proposé d'adopter le projet de règlement intérieur et ses annexes.

Après avoir entendu le rapport du Président,

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATIO**

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU la loi n°2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle,

VU la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée n°10/12/263 du 18 décembre 2010,

VU la délibération de la commission permanente du Conseil Départemental du Var n°G2S du 13 décembre 2010,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 décembre 2010 créant un établissement public de coopération culturelle, à caractère administratif dénommé Ecole Supérieure d'Art et de Design Toulon Provence Méditerranée,

VU le projet de règlement intérieur ci-annexé,

**CONSIDERANT** qu'il convient d'approuver le règlement intérieur de l'EPCC ESADTPM et ses annexes,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1:**

**D'APPROUVER** le projet de règlement intérieur ci-annexé.

### **ARTICLE 2 :**

**DE DIRE** que le règlement intérieur et ses annexes feront l'objet d'un affichage dans l'établissement aux lieux et places requis et seront portés à la connaissance des utilisateurs par tous moyens dont le site internet de l'école.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.

Pour extrait certifié conforme au registre.


POUR : 12

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Fait à TOULON, en trois exemplaires, le 17/06/2021

Le Président de l'Établissement Public  
de Coopération Culturelle  
École Supérieure d'Art de Toulon Provence  
Méditerranée

  
**Monsieur Yann TAINGUY**  
E.P.C.C Ecole Supérieure d'Art et de Design  
Toulon Provence Méditerranée  
3  
Yann TAINGUY  
Président  
du Conseil d'Administration

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) ..... Didier Patoux Président .....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

..... Festival de Musique de Toulon .....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,
- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.
- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 14/11/2023 à Toulon .

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Didier Patoux, président  
Signature 